

NPA : rencontre nationale « À celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien »

lundi 20 décembre 2010, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2010).

Sommaire

- [RETOURS SUR LA JOURNÉE DU \(...\)](#)
- [RENCONTRE NPA DU 11 DÉCEMBRE](#)
- [MEETING SOUS LE SIGNE DE \(...\)](#)

RETOURS SUR LA JOURNÉE DU 11 DÉCEMBRE : ON LÂCHE RIEN, ON CHANGE TOUT !

Avec l'inévitable retard pour ce genre de rassemblement, c'est devant une salle déjà bien remplie qu'a débuté la rencontre nationale « À celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien » le samedi 11 décembre. Le lieu, s'il manque de chaleur, colporte tous les bruits et nous oblige en permanence à tendre l'oreille pour ne pas laisser échapper les détails des récits ou des analyses des intervenant.e.s.

Cette première assemblée nous permet de faire un tour (trop) rapide de quelques-unes des multiples facettes de la mobilisation de ces derniers mois. Christine, salariée dans la chimie à Rouen, présente la diversité des revendications défendues, la richesse des formes de luttes, des grèves aux blocages, en passant par les multiples et massives manifestations en semaine ou le samedi. Elle ouvre ensuite le débat sur ce qui a manqué pour gagner vraiment, pour faire reculer le gouvernement. Quelles sont les parts respectives de l'absence de volonté de la majorité de l'intersyndicale d'organiser cet affrontement, de la mémoire des échecs des années passées dans plusieurs secteurs, du poids des politiques patronales tant au travers des restructurations industrielles que de la répression, de l'affaiblissement des équipes syndicales de terrain et surtout du poids du chômage et des difficultés financières résultant du « détournement » des richesses produites, des salaires vers les profits ? Pour Christine, nous n'avons pas été défaits malgré le vote de la loi. La mise en évidence des difficultés rencontrées mais aussi des acquis de ces six mois de lutte fixe notre feuille de route. Mais nous repartons d'un meilleur pied. Ce sont ces richesses et ces espoirs que les intervenants suivants vont développer.

Pierre, de Marseille, évoque tour à tour la forte mobilisation des dockers, des raffineries, qui s'est soldée par des victoires partielles avec une mairie qui n'a pas hésité à faire intervenir la police et l'armée contre les éboueurs. Mais c'est surtout l'évocation de la formidable lutte des « tatas » (Asem : agentEs spécialiséEs des écoles maternelles) qui a soulevé l'enthousiasme, elles ont obtenu d'être reçues pour la première fois depuis neuf ans par la mairie.

Anne Chantran, représentante du Collectif national pour les droits des femmes, rappelle d'abord la violence de l'attaque contre les retraites avant de souligner l'ampleur de la mobilisation des femmes dans de nombreux secteurs (territoriaux, Asem, commerce, hôpitaux...).

Willy Pelletier, de la fondation Copernic, souligne la nécessité d'un débouché politique qui ne soit pas celui de 2012 mais qui se construise dès maintenant dans les prochaines luttes. Les nombreuses interventions depuis la tribune et la salle illustrent à la fois la multiplicité et la diversité des mobilisations : rôle des intersyndicales dans le Puy-de-Dôme, en Seine-Maritime, la place des secteurs les plus mobilisés comme les cheminots ou les raffineries. Mais bien des débats (rôle des syndicats, place de l'écologie, de la jeunesse) ne seront qu'esquissés pour être repris dans les ateliers au cours de la journée.

RENCONTRE NPA DU 11 DÉCEMBRE : LES ATELIERS....

Éclairage et analyse sur un mouvement inédit

Dans l'atelier « Éclairage et analyse sur un mouvement inédit », toute la lumière n'a pas été faite sur la mobilisation des derniers mois. Les présentations de Patrick et de Camille ont amorcé un grand nombre de débats. Tout d'abord, nous devons mesurer au mieux l'impact profond des modifications structurelles de l'appareil de production, de la fragmentation de la classe ouvrière, le tout sur un fond de chômage important et durable. Précarisation, individualisation voire isolement apparaissent comme de nouvelles normes défendues par la propagande patronale et consolidées par des régressions de droit et une répression grandissantes. Au total, l'heure est plus à l'acceptation de l'inacceptable ou à la souffrance au travail qu'à la riposte quotidienne. Dans ces conditions l'outil syndical ne semble plus à la mesure des besoins de construction de ces ripostes. Les principales confédérations sont affaiblies par les effets générationnels, empêtrées dans les batailles de légitimité face au gouvernement et au patronat, discréditées par le soutien passé à des gouvernements de gauche, pour toutes, et à des gouvernements de droite, pour certaines. Les équipes militantes, à la base, peinent à compenser ces handicaps dans une période où la faiblesse des mobilisations rend peu crédible le syndicalisme de lutte de classe. Pourtant la violence des attaques au travers de la loi sur les retraites a permis à des millions de salariés de retrouver le chemin de la lutte à peine balisé ces derniers temps par les batailles pour l'emploi. Les salariés se sont rapidement réappropriés le meilleur des luttes des dernières années : grèves, manifestations, blocages, à la recherche de la meilleure voie pour aller vers la grève générale reconduite jusqu'à ce que le pouvoir recule. Mais, rien de définitif dans ces appréciations, ces réflexions. Juste l'idée qu'il faut faire des bilans, réfléchir et reprendre le chemin de la lutte pour progresser et gagner.

La santé, un droit

Nous étions plus de 70 pour discuter des moyens de faire face à l'offensive engagée par le gouvernement contre le droit à la santé, échanger sur les moyens de développer la riposte alors que le gouvernement Fillon III vient de mettre de nouvelles attaques contre la protection sociale au centre de son offensive contre les droits des travailleurs. Plusieurs camarades ont témoigné de la dégradation des conditions de travail dans les hôpitaux, des restructurations, des fermetures de lits, de l'externalisation de services..., de la pression par des directions appliquant les méthodes de gestion fondées sur la recherche de la rentabilité, aux ordres des Agences régionales de santé (ARS) mises en place par Bachelot.

Claude Évin, ancien ministre socialiste de la Santé, aujourd'hui directeur de l'ARS d'Île-de-France, est un zélé exécutant de cette politique.

Le manque chronique et organisé de personnel, la dégradation des conditions de travail, l'isolement des services, les pressions de l'encadrement rendent difficiles les résistances, la solidarité entre salariés. Plusieurs camarades ont décrit ces difficultés mais aussi témoigné de luttes en cours,

radicales mais isolées, comme à l'hôpital Tenon à Paris ou à l'hôpital psychiatrique Marchant à Toulouse.

Surmonter ces difficultés, c'est donner sa dimension politique à la lutte des hospitaliers, la lutte pour le droit à la santé pour tous en faisant appel à l'opinion publique, à la solidarité. C'est aussi faire le lien entre le public et le privé, où conditions de travail et salaires sont tout aussi dégradées.

Il s'agit de dénoncer le plus largement possible les arguments du gouvernement invoquant le déficit de la Sécu, comme pour les retraites, alors que c'est une question de répartition des richesses. La réforme dite de la dépendance est le nouveau chantier de Sarkozy contre la protection sociale et son financement, et sa « grande consultation nationale » n'a d'autre objectif que de poursuivre les attaques tout en relançant le prétendu dialogue social. Face à cela, les militantEs des secteurs santé, sécu et social s'inscrivent dans la campagne décidée par le NPA dans l'objectif d'une grande mobilisation pour le droit à la santé...

Retraites et luttes quotidiennes : des convergences inévitables et urgentes

Une des caractéristiques de la mobilisation sur les retraites est la rencontre des revendications d'entreprises ou de branches et celles directement liées à la contre-réforme. Ainsi, la pénibilité (ports et docks, raffineries, cheminots), la précarisation ou les suppressions d'emplois (territoriaux, aéroports, raffineries) sont entrés en résonance avec la contre-réforme des retraites pour alimenter la mobilisation. Mais dans d'importants secteurs comme l'électronique ou l'automobile, les salariés sont plutôt restés l'arme au pied. Pourtant ces dernières années, c'est notamment dans l'automobile que se sont produits des luttes parmi les plus importantes en particulier contre les fermetures de site et les licenciements mais aussi pour les salaires. De cet atelier, il ressort la nécessité de lier l'ensemble des revendications (salaires, conditions et temps de travail) pour construire les ripostes et mobilisations quotidiennes mais en les rattachant à des mots d'ordre qui posent non seulement la question d'un autre partage des richesses mais aussi celle de « qui dirige, qui décide ? » Qui dirige dans la production, dans l'entreprise, mais également la société ? Cela impose de réfléchir sur la finalité des productions où la satisfaction des besoins doit s'accorder avec le développement durable et la fin du travail destructeur et aliénant. Autant dire que les débats continuent et que les plus grosses bagarres sont devant nous. Les annonces de plans sociaux, de départs anticipés à la retraite dans l'automobile vont rendre ces interrogations d'une actualité brûlante et les ripostes urgentes.

Grèves, blocages et manifestations

Pour animer ce débat, deux intervenants ont fait partager leurs expériences : Jérôme Ferard, conducteur SNCF à Melun et militant à Sud Rail, qui est revenu sur le blocage de la raffinerie de Grandpuits et Olivier Goldfarb, de la CGT nettoieusement qui a parlé de la dynamique interprofessionnelle autour du blocage de la déchetterie d'Ivry. Dans ces deux secteurs fort différents, le caractère interprofessionnel a su donner une ampleur et une résonance au mouvement, aboutissant dans ces deux cas à des blocages conséquents. Ailleurs, d'autres secteurs ont tenté ces modes d'action avec plus ou moins de réussite. L'atelier a permis d'échanger autour de ces expériences à travers les exemples des salariés Biatoss de l'ENS avec les blocages des cuisines ou ceux des lycéens et étudiants qui ont réussi à bloquer certains secteurs.

Manifestations, grève générale, blocages ? Comment articuler et renforcer ces différentes formes d'actions pour renverser le rapport de forces ? Beaucoup partageaient le sentiment que les manifestations organisées lors des journées d'action ne suffisaient pas, et malgré les millions de gens dans la rue, le pouvoir n'en semblait pas pour autant chanceler. Alors comment amplifier nos luttes ? Comment bloquer l'économie du pays ? Étions-nous réellement prêts pour une grève générale ? Ces questions ont toutes été abordées sous l'éclairage des expériences vécues sur le

terrain. Les interventions successives ont alors permis de dresser un panorama de ce qui s'est fait et de ce qui a fonctionné localement, esquissant des pistes à explorer plus largement.

Cheminots, transports... : tout bloquer à quelques-uns ou étendre massivement la grève à tous les secteurs ?

Cet atelier partait de l'expérience de camarades travaillant dans les transports et a été introduit par un cheminot et un salarié d'Air France. Tout d'abord, les « blocages » ne sont pas une nouveauté : les manifestations sur les tarmacs d'aéroport, les occupations de postes d'aiguillage, de voies ont quasiment toujours existé. Mais il est vrai que la question des blocages est surtout apparue sur le devant de la scène avec le mouvement contre le CPE qui est aussi notre dernière victoire sociale.

Lors de la discussion, plusieurs camarades ont relaté les actions qui se sont déroulées ici et là et les aspects positifs que peuvent avoir les blocages : points de ralliement pour des salariés de différentes entreprises, des chômeurs, des retraités, et points d'appui pour des collectifs interprofessionnels, etc. Ils représentent pour beaucoup une volonté d'exprimer une radicalité du mouvement « supérieure » à ce que proposaient les confédérations. Ils étaient en outre populaires et légitimés par le mouvement. Enfin ils répondent aussi, par « le blocage sans la grève », aux difficultés financières auxquelles nous sommes tous confrontés et également à la difficulté de faire grève pour des salariés éclatés sur des lieux de travail différents, intérimaires, en CDD, dans de petites entreprises de sous-traitance, etc.

Mais l'ensemble des participants a rappelé qu'ils ne sont pas une fin en soi, qu'à bien des moments ils font office d'exutoires et illustrent presque une faiblesse en se substituant à la grève ou lorsqu'il s'agit de blocages « mal compris » de zones industrielles sans concertation avec les salariés qui y travaillent...

Si les blocages peuvent aider au développement du mouvement, c'est tant mieux, mais ils ne peuvent remplacer la nécessaire construction d'un mouvement de grève à partir des entreprises.

Mouvement social et politique

La mobilisation contre le projet de réforme des retraites a montré comment le mouvement social et les partis politiques pouvaient travailler ensemble pour être un levier à la mobilisation. Et cela s'est vu, plus précisément autour de l'appel Attac/Copernic et de la mise en place, dès juin 2010, de centaines de collectifs unitaires sur tout le territoire, reprenant l'appel national signé par de nombreuses associations, des organisations syndicales mais aussi par les partis politiques à la gauche du PS. Lors de cette commission Willy Pelletier de la fondation Copernic a rappelé l'origine de l'appel et en quoi l'unité a permis d'avancer sur le fond mais a aussi réalisé une politisation à la base. Maya Surduts du Collectif national des droits des femmes est revenue sur la nécessité de cette unité, cette complémentarité du mouvement social et des partis politiques, dans toutes sortes de combats (féminisme mais aussi RESF...). Enfin, Sandra Demarcq du Comité exécutif du NPA a rappelé pourquoi le NPA dès le début a défendu le regroupement constitué autour de l'appel Attac/Copernic, en jouant à fond la carte de l'unité dès lors qu'elle était au service du mouvement sans pour autant mettre de côté les revendications propres au NPA : partage du travail, retour aux 37, 5 annuités pour tous, abrogation de toutes les réformes précédentes (1993 et 2003). Et que, dès le début, l'appel s'est constitué autour de trois revendications qui ont fait mouche tout au long de la mobilisation : la retraite à 60 ans, une autre répartition des richesses et le retrait du projet de loi. Le débat a été riche mais le temps imparti n'a pas suffi pour discuter réellement du lien entre mouvement social et politique, de l'autonomie du mouvement social mais aussi des réponses politiques des uns et des autres.

Un débat à poursuivre donc.

Stratégie du pouvoir, stratégie des patrons

Le but était de dresser un état des lieux des dispositifs anciens ou nouveaux dont le pouvoir a usé pour combattre le mouvement social de cet automne.

Nsuni, membre du secrétariat santé, a commencé en évoquant l'effet démobilisateur des réquisitions qui empêchent les grévistes de prendre une part active dans les mobilisations. Le secteur a cependant connu des taux de grévistes plus importants qu'en 1995.

Les réquisitions sont devenues une mesure emblématique du gouvernement qui les a utilisées pour remettre en cause le droit de grève des salariéEs, notamment dans les raffineries, motivant ces dispositions exceptionnelles par des arrêtés surdimensionnés par rapport aux enjeux réels. De plus la criminalisation du mouvement (fichage, arrestation arbitraire...) est devenue monnaie courante. Léon, membre de la commission intervention sur les lieux de travail (cilt), a illustré, par l'exemple concret du secteur aérien, le poids de l'organisation du travail mis en place par le patronat, qui est parvenu, par étape successives, à parcelliser les entreprises en cloisonnant les secteurs d'activité. Et il est compliqué d'organiser des personnes qui, même si elles travaillent ensemble, ne sont pas salariées de la même entreprise ou n'ont pas le même statut. Il s'agit alors de construire des solidarités sur lesquelles puisse s'appuyer le mouvement.

Emmanuelle, membre de la délégation lyonnaise, après avoir exposé les violences policières et la répression qui ont eu lieu au mois d'octobre à Lyon, est revenue sur les actions engagées par un collectif regroupant une quarantaine d'organisations pour combattre cette dérive récurrente de l'État (voir Tout est à nous ! n°80). Ces cadres unitaires larges sont des outils efficaces de mobilisation qu'il faut faire vivre car ils permettent de créer les réseaux de plus en plus absents dans le monde du travail.

La conclusion du débat est que nous devons renforcer les modes traditionnels de lutte et de résistance, mais aussi mener une réflexion au sein du NPA pour inventer de nouvelles formes de résistance et de ripostes (blocage stratégique, caisse de grève...) pour être prêts à mener les conflits sociaux futurs comme la bataille qui se dessine autour de la réforme de la Sécurité sociale et de la dépendance.

MEETING SOUS LE SIGNE DE L'INTERNATIONALISME

La riposte nécessaire des peuples, des travailleurs et de la jeunesse était au cœur du meeting organisé par le NPA, samedi 11 décembre au soir, à Montreuil. Près de 800 participantEs y ont assisté. Tout naturellement la parole a été donnée à ceux et celles qui contribuent en Europe à la résistance aux politiques d'austérité.

L'ambiance était chaleureuse, l'atmosphère combative. La chanson des manifestations de l'automne On lâche rien était sur toutes les lèvres. C'est donc en chanson que le meeting a commencé. Il s'est poursuivi par les interventions de militants anglais, irlandais et portugais.

Trois pays sous les projecteurs en Europe, car soumis à la rigueur.

Max Brophy, étudiant à l'université de Sheffield, membre du réseau constitué de syndicats d'étudiants et de personnels de l'éducation nationale, a rappelé sur un ton enflammé le refus de la jeunesse estudiantine et lycéenne des mesures visant à multiplier par trois les droits d'inscription

dans les universités anglaises. Depuis des semaines la jeunesse en Angleterre se bat contre ces dispositions antisociales qui s'accompagnent de la suppression, dans les années à venir, de 490 000 postes de fonctionnaires.

Notre camarade Michael O'Brien, de la nouvelle United Left Alliance, syndicaliste et membre du Socialist Party (SP), a expliqué comment les Irlandais allaient être mangés à la même sauce libérale : pour sauver les banques, toute la population devra goûter la potion amère de l'austérité. Diminution des aides sociales et des investissements publics, coupes dans les effectifs de nombreux ministères sont au programme. Mais comme en Angleterre, les Irlandais commencent à se battre, c'est ce qu'a prouvé la grève du 24 novembre dernier.

Manuel Grilo, syndicaliste enseignant de la CGTP, membre du Bloc de gauche, a rappelé que le même type de plan drastique s'était abattu sur le Portugal, mais là aussi les résistances sont au rendez-vous : la grève générale du 24 novembre dernier est considérée comme une grève historique. On n'avait pas vu cela au Portugal depuis au moins 25 ans.

Entre ces deux dernières interventions, Elie Domota, leader du LKP en Guadeloupe, par le biais d'une vidéo projetée aux participantEs, a résumé ce qui a été commun à l'ensemble des intervenants : la nécessité d'un combat soudé à l'échelle internationale face aux capitalistes qui n'auront de cesse d'agir pour nous faire payer la crise.

C'est avec Willy Pelletier, de la fondation Copernic, Catherine Lebrun, membre du secrétariat de Solidaires et, bien sûr, Olivier Besancenot que s'est achevée la soirée, en abordant évidemment le formidable mouvement de l'automne en France contre la loi Woerth/Sarkozy sur les retraites. L'occasion de commencer à tirer les enseignements d'une lutte dont la portée a largement débordé nos frontières, encourageant ceux et celles qui refusent les plans d'austérité en Europe, à lutter. Mais l'occasion aussi pour rappeler que c'est bien le système capitaliste qu'il faut combattre et à qui il faut opposer une alternative politique à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques.

C'est ce qu'a exprimé Ken Loach dans un message de soutien et de solidarité lu à la tribune :
« ...Et nous avons besoin d'une direction politique. Nous devons montrer que les revendications du capital et les besoins populaires sont incompatibles. De plus, la terre ne peut supporter plus longtemps la croissance capitaliste. Nous avons besoin de changement, pas seulement pour nos besoins immédiats, mais pour les générations futures. » [1]

Le mot de la fin pour la poursuite du combat.

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 82 (16/12/10)._

Notes

[1] Voir son message sur ESSF : [« Nous avons besoin de renforcer les liens à travers l'Europe »](#)